

21 janvier dans la fonction publique : le refus de la politique de Sarkozy

Sarkozy l'avait annoncé, sa politique serait de ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant en retraite. Dans la Fonction publique et les services publics, les suppressions massives de postes, les politiques managériales d'individualisation et de mise en concurrence dégradent les conditions de travail et les abandons purs et simples de missions anéantissent petit à petit la possibilité même d'un service public de qualité, au caractère réellement solidaire et redistributif.

La contre-réforme de l'Etat n'a d'autre objectif que d'en finir avec les conquêtes héritées de la Libération et de la Résistance. Il n'a d'autre but que de livrer nombre de missions de l'Etat ou des collectivités territoriales à la concurrence et au marché, de réorienter en ce sens les politiques publiques, et de subordonner totalement l'administration au gouvernement à l'instar des modèles anglo-saxons. Ceux qui ont promu le bouclier fiscal pour exonérer les riches et reporter la facture sur les salariés, alors même que les dégradations des conditions de salaire, d'emploi et de vie aurait imposé qu'au contraire soit mis en oeuvre un bouclier social. La crise financière et économique qui a secoué le capitalisme mondial, et dont les salariés, à commencer par ceux privés d'emplois, sont les premières victimes, a révélé qu'en France les services publics ont joué un rôle « d'amortisseur » que personne ne conteste. Malgré cela, aucune inflexion dans la politique gouvernementale : preuve est de nouveau faite quant aux intentions de Sarkozy et sa clique ! Il s'agit de détruire tout ce qui entrave la généralisation de la concurrence et du profit capitaliste, contre l'intérêt général.

Du côté du mouvement social, les seules journées d'action et de grève de 24 heures ne sont pas suffisantes pour faire plier le gouvernement. Des articulations peuvent être trouvées et la perspective d'un mouvement d'ensemble peut être avancée pour construire le rapport de force social à la hauteur des coups portés. Car nombre de convergences existent : le changement de statut de la Poste, la suppression de la taxe professionnelle et la réforme des collectivités territoriales, la réorganisation

de l'administration territoriale de l'Etat, la loi HPST qui soumet l'hôpital à des objectifs de rentabilité alors qu'il connaît un déficit abyssal d'emplois pour permettre un accès égal à des soins de qualité, la logique de service minimum à laquelle le gouvernement voudrait soumettre l'Education nationale... La cohérence de la Révision générale des politiques publiques entamée ne fait nul doute. Et face à cette politique, il y a nécessité de se doter d'une stratégie de lutte et de mobilisation qui s'oppose à la « guerre de mouvement » que le gouvernement mène depuis 3 ans. L'initiative prise en ce début 2010 par la CGT, la FSU et Solidaires, permettant à d'autres secteurs du mouvement syndical de se mobiliser, est un premier pas important qu'il ne faut pas laisser sans lendemain.

Le meilleur atout de Sarkozy, c'est l'absence d'une perspective politique de gauche qui s'attaque frontalement à la généralisation de la logique mercantile, entièrement soumise à la recherche du profit immédiat. S'il faut, en plus de la crise gigantesque qui secoue l'économie mondiale, une nouvelle illustration grandeur nature des périls engendrés par cette politique, l'échec du sommet de Copenhague est de celle-là, tant il démontre l'incapacité de penser la nécessité même de sauvegarder la planète.

Il faut une gauche qui se dote d'un projet de gauche, et qui se refonde autour d'un tel projet. C'est de cela dont nous avons besoin. Les tentations de recomposition au centre portée par la direction du Parti socialiste et par Europe-Ecologie portent en elles un risque de défaite majeure à gauche, à l'image de ce qui s'est passé en Italie, où les mouvements sociaux très massifs contre la politique de Berlusconi n'ont plus de perspectives politiques pour gagner.

Une gauche de gauche pour sauver la gauche ! La dynamique initiée par le Front de Gauche aux élections européennes est un premier pas qui permet à gauche d'avancer vers une nouvelle force politique qui avance à gauche une perspective d'alternative à gauche à vocation majoritaire. C'est cette dynamique, cet espoir, ce processus de rassemblement et de refondation d'une gauche de gauche qu'il faut poursuivre et élargir pour ces élections régionales.

